

Le « Nobel » Krugman, les Européens et l'accord grec

Par Ludovic Lamant - Mediapart.fr
www.mediapart.fr/..., 25 juillet 2015

Les dirigeants de l'Union européenne ont répondu ces derniers jours aux critiques musclées du « Nobel » d'économie Paul Krugman sur la Grèce et le fonctionnement de l'Union. À l'encontre des débats intellectuels « spectaculaires », ils prônent le « pragmatisme ». L'argument en dit long sur la prise de décision à Bruxelles, allergique à toute expertise critique, de plus en plus coupée du monde universitaire.

Depuis les États-Unis, Paul Krugman s'est passionné pour le feuilleton bruxellois des négociations avec Athènes et l'accord controversé du 13 juillet. Sur son [blog](#) et dans les pages du *New York Times*, il est devenu l'une des voix les plus critiques du fonctionnement de la zone euro. L'Américain, qui s'est vu décerner en 2008 l'équivalent du [prix Nobel de l'Économie](#), a fait campagne, fin juin, pour le « non » au référendum grec. Il a même exhorté les Grecs à se préparer à sortir de l'euro, au cas où.

Alors que les discussions entre chefs d'État et de gouvernement s'éternisaient le 12 juillet dans la capitale belge, Krugman jugeait que l'accord qui se dessinait allait « tuer la zone euro ». « *La liste des exigences de l'Eurogroupe est une folie. Le mot-clé sur Twitter ThisisACoup [c'est un coup d'État – ndlr] est très exact. On est au-delà de la dureté, dans le pur esprit de vengeance, dans la destruction totale de la souveraineté nationale, dans l'absence de tout espoir de soulagement* », écrivait-il alors.

Les sorties musclées de Krugman ne sont pas passées inaperçues à Bruxelles. Une fois l'accord passé (le 13 juillet au matin), puis adopté dans les grandes lignes par le parlement grec, les principaux dirigeants de l'Union européenne (UE) sont sortis de leur réserve. Ils ont donné de longs entretiens aux grands journaux européens pour livrer leur version des négociations. Ils ont surtout expliqué que l'accord du 13 juillet n'avait rien, à leurs yeux, d'une humiliation pour les Grecs. Et ils se sont défendus, face aux attaques de Krugman.

C'est le Polonais Donald Tusk, à la tête du conseil européen, qui a tiré le premier, avec une franchise assez inhabituelle dans la bulle bruxelloise. Dans un entretien donné à sept quotidiens le 16 juillet (notamment au *Financial Times* et au *Monde*), il explique : « *Nous avons surtout besoin aujourd'hui de discussions pragmatiques et réalistes sur ce que nous pouvons faire de l'UE et de l'euro, plutôt que de débats intellectuels spectaculaires. [...] Sur les matières économiques, j'ai plutôt tendance à rechercher des conseils responsables et sages que ce genre de débats d'intellectuels.* »

Jean-Claude Juncker, le patron de la commission européenne, s'est lui montré plus cinglant dans un [entretien](#) au quotidien belge *Le Soir*, le 21 juillet, à l'égard des « Académies d'état ». Et de poursuivre, plus elliptique : « *Je lis soigneusement ce qu'écrivent les prix Nobel et d'autres grands économistes que je connais tous et sur lesquels j'ai une appréciation personnelle.* »

Quant à Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, inventeur du concept désormais célèbre de « [Grexit provisoire](#) », il n'a pas mâché ses mots à l'encontre de Krugman, rappelant que ce dernier avait été distingué pour ses travaux sur le commerce international, et sûrement pas pour ses écrits sur l'Europe. Krugman « *n'a aucune idée de l'architecture et des fondations de l'union économique et monétaire. À l'inverse des États-Unis, il n'existe pas de gouvernement fédéral en Europe et il faut obtenir un accord*

entre l'ensemble des 19 membres de la zone euro. Il semble que M. Krugman ne soit pas au courant de cette réalité », a déclaré Schäuble à l'[hebdo allemand Der Spiegel](#) du 17 juillet.

Ce triplé de réactions en dit long sur l'allergie des dirigeants européens les plus influents au débat économique. Comme s'il était impossible de combiner prise de décision et expertise économique. Comme si débattre du diagnostic de la crise était une perte de temps. En creux, ce « pragmatisme » revendiqué dissimule des choix théoriques marqués. Le même Tusk ne s'en cache pas, toujours dans l'entretien du 17 juillet (dans la version publiée par le *Financial Times*, cette fois), où il dresse l'éloge de l'ordo-libéralisme, cette théorie économique dominante à Berlin, arc-boutée, pour le dire vite, sur la lutte contre l'inflation et l'indépendance de la Banque centrale à l'égard de tout pouvoir exécutif.

« *La meilleure école de pensée à mes yeux, ce sont ceux que l'on appelle les ordo-libéraux allemands, qui ont écrit leurs travaux à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale. Très pragmatiques, sans idéologie, sans faux espoirs. Je pense à des essais, mais aussi à des décisions politiques concrètes prises par (Ludwig) Erhard, (Walter) Eucken, (Wilhelm) Röpke. Leur pensée peut être très utile aujourd'hui. Wilhelm Röpke pensait – et cela me semble très pertinent aujourd'hui – que nous avons trop de Rousseau et Voltaire, et trop peu de Montesquieu.* »

Oublier Rousseau et Voltaire, c'est-à-dire, dans l'esprit de Tusk, deux des penseurs annonçant l'esprit de la Révolution française, pour préférer Montesquieu, davantage associé à l'Ancien régime... La manière dont le président du conseil européen – qui a pour rôle d'organiser les débats entre chefs d'État et de gouvernement pour chaque sommet bruxellois – verrouille l'horizon intellectuel de l'UE en laissera plus d'un pantois.

Ces réactions ne constituent pas, en elles-mêmes, une surprise. On sait depuis des années que l'UE penche à droite et les élections européennes de mai 2014 l'ont confirmé sans détour. Mais c'est peut-être la première fois qu'un biais idéologique, au cœur de la machine bruxelloise, est à ce point assumé. Que l'ordo-libéralisme cher à Berlin – qui a déjà fortement influencé l'écriture des traités européens – est ouvertement considéré comme la seule théorie valable. Dès lors, on comprend mieux, aussi, pourquoi Yanis Varoufakis n'a cessé d'être marginalisé par ses collègues au sein de l'Eurogroupe, la réunion des ministres des finances de la zone euro.

Varoufakis, universitaire hétérodoxe devenu ministre des finances par accident, avant de devoir quitter son poste début juillet, a été disqualifié par ses collègues d'abord parce qu'il se livrait à des « lectures », en anglais dans le texte, c'est-à-dire des exposés de théorie économique, selon le mot du ministre des finances slovaque, Peter Kazimir.

Confirmation stupéfiante dans l'entretien donné par Varoufakis au *New Statesman*, mis en ligne le 14 juillet : « *[Mes homologues autour de la table – ndlr] refusaient totalement de débattre à l'aide d'arguments économiques. Vous avanciez un argument sur lequel vous aviez travaillé longuement, pour s'assurer de sa cohérence logique. Et vous rencontriez des regards vides. Comme si vous n'aviez pas pris la parole. Ce que vous dites est indépendant de ce qu'ils disent. Vous auriez pu chanter l'hymne national suédois, vous auriez obtenu la même réponse. Et c'est saisissant pour quelqu'un d'habitué aux débats universitaires...* »